

pour LA FRATERNITE entre tous les Guadeloupéens

Ary BROUSSILLON
et **Nicole ALBINA**



Notre Guadeloupe est depuis quelques années secouée par des conflits sociaux à répétition. Il s'agit le plus souvent de conflits du travail, où on a l'impression que les protagonistes tiennent des discours parallèles, incapables qu'ils sont de s'entendre et donc de se comprendre. Il y a ici, dans notre pays, un vrai problème de dialogue social ; une vraie problématique de la négociation sociale qui exige que TOUS les concernés (patrons, salariés, inspection du travail, Conseil des Prud'hommes, élus, Etat...) s'engagent pour la prévention des conflits et la rénovation du dialogue social.

Il semble qu'il y ait chez nous une vraie culture de la grève, relativement ancienne d'ailleurs, mais qui prend de plus en plus une tournure raciale. Depuis le début du syndicalisme en Guadeloupe à la fin du XIXème siècle, jusqu'à la fin des années 1990, jamais les tensions de ce type n'avaient été aussi vives.

Il est clair que la crise sociale, caractérisée notamment par un chômage et une précarité endémiques, constitue un terreau fertile pour tous les excès et tous les extrémismes. Cette crise fait le lit de tous les ressentiments. Elle ravive des blessures, rouvrent des cicatrices et provoque des cris, de grandes colères et des outrances verbales.

Il faut AGIR au plus vite. Il faut agir impérativement. Il faut agir coûte que coûte !

Le Conseil Général dont le renouvellement partiel des membres est en cours, peut et doit intervenir afin de contribuer à pacifier les relations sociales (de classes et de races) en Guadeloupe, et promouvoir un vrai contrat social.

Le champ culturel doit être son domaine de prédilection pour développer au niveau de l'ensemble du pays une culture de la Paix et de la Non-Violence, une culture antiraciste et de fraternité entre les guadeloupéens.

Le peuple de Guadeloupe est un peuple multicolore : cela fait sa beauté. Tous les guadeloupéens, indépendamment de leurs origines ethniques, de leur religion, de leur philosophie politique ont les mêmes droits sur cette terre qui est bien NOTRE.

En œuvrant pour que les commémorations liées à la période esclavagiste et singulièrement l'Abolition de l'Esclavage en 1848, soit célébrées conjointement par TOUS, toutes les composantes socio-ethniques de notre peuple, le Conseil Général contribuerait alors à consolider les nécessaires Union et Réconciliation des guadeloupéens.

L'histoire est un fait. On ne la refait pas. Ses conséquences sont certes visibles et palpables. Mais l'Union et la Réconciliation sont une indispensable construction et résultent donc d'une volonté clairement exprimée et d'actes délibérément posés.

L'Abolition de l'esclavage ne saurait être la fête uniquement des descendants d'esclaves. Elle doit aussi être fêtée par les petits-fils des anciens maîtres, ainsi que par les « métropolitains ». L'esclavage n'existe plus et ne doit donc pas être « une prison », ni pour les uns, ni pour les autres.

Si CO-MMEMORER signifie bien « se souvenir ensemble », alors il convient d'œuvrer pour une vraie CO-MMEMORATION.

Nelson MANDELA a pu en Afrique du Sud, mettre face à face et ensemble, les victimes et les bourreaux du système de l'apartheid, pour une grande opération Vérité-Réconciliation. Et pourtant, les victimes et les bourreaux étaient vivants.

En Guadeloupe, les victimes et les bourreaux sont tous morts même si des inégalités qui tirent leur origine de l'esclavage persistent. Il n'y a plus ni victimes ni bourreaux, mais seulement des guadeloupéens qui doivent vivre ensemble et commémorer ensemble avec leur différence et conscients surtout que **tout moun sé moun**. Le Conseil Général se doit de prendre cette salutaire initiative de commémoration et associer dans sa conception toutes les composantes de notre peuple. Ce sera ainsi une contribution et non des moindres à l'indispensable Union et Fraternité des guadeloupéens condamnés à se forger un destin commun.

Ary BROUSSILLON avec l'appui se remplaçante Nicole ALBINA, engagé depuis de nombreuses années dans le combat humaniste pour la paix et la non-violence, est prêt à œuvrer dans ce sens en tant que conseiller général.

Votez et faites voter,
Ary BROUSSILLON et Nicole ALBINA